

Brochure n° 3059

Convention collective nationale
IDCC : 478. – **SOCIÉTÉS FINANCIÈRES**

ACCORD DU 2 SEPTEMBRE 2013
RELATIF AUX RÉMUNÉRATIONS MINIMALES GARANTIES
AU 1^{ER} OCTOBRE 2013
NOR : ASET1351038M
IDCC : 478

Entre :

L'ASE,

D'une part, et

La CFDT banques et assurances ;

La FSPBA CGT ;

La FEC CGT-FO ;

Le SNB CFE-CGC ;

L'UNSA,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Au 1^{er} octobre 2013, les dispositions du paragraphe 2 de l'article 15 du livre I^{er} de la convention collective nationale des sociétés financières sont les suivantes :

2. Les rémunérations minimales garanties applicables aux coefficients hiérarchiques 295 à 900 sont déterminées en multipliant le coefficient de l'emploi par la valeur unitaire du point et en ajoutant au montant ainsi obtenu une somme fixe. Au 1^{er} octobre 2013, la valeur du point est de 53,050 € ; celle de la somme fixe est de 5 981,37 €.

Les rémunérations minimales garanties applicables aux coefficients 150 à 275 compris sont, au 1^{er} octobre 2013, fixées comme suit :

(En euros.)

COEFFICIENT	MONTANT
150	18 000
165	18 080
180	18 206
195	18 363

COEFFICIENT	MONTANT
210	18 531
225	18 710
240	19 182
255	19 917
275	20 696

Article 2

En application des dispositions de l'article 1^{er} du présent accord, la grille des rémunérations minimales garanties figurant en annexe III à la convention collective nationale des sociétés financières devient, au 1^{er} octobre 2013 :

ANNEXE III

(Annexe à l'article 15, livre I^{er})

Grille des rémunérations minimales garanties
(montants annuels applicables à compter du 1^{er} octobre 2013)

(En euros.)

COEFFICIENT	MONTANT
150	18 000
165	18 080
180	18 206
195	18 363
210	18 531
225	18 710
240	19 182
255	19 917
275	20 696
295	21 631
310	22 427
325	23 223
340	24 018
300	21 896
360	25 079
400	27 201
450	29 854
550	35 159
625	39 138
700	43 116

COEFFICIENT	MONTANT
850	51 074
900	53 726

Article 3

Les parties signataires conviennent d'inscrire à l'ordre du jour de la première séance de la commission nationale paritaire qui se tiendra au titre de 2014 l'examen de mesures complémentaires d'ajustement de la grille des rémunérations minimales garanties conventionnelles prenant en compte la hausse constatée des prix depuis le 31 décembre 2007.

Fait à Paris, le 2 septembre 2013.

(Suivent les signatures.)